



### Mali : consolider les bases de la croissance

#### Vue d'ensemble

L'Association internationale de développement (IDA) aide le Mali à faire face à ses difficultés économiques, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de l'énergie. En ce qui concerne le secteur de l'éducation malien, et grâce au soutien de l'IDA et à celui d'autres bailleurs de fonds, le taux brut de scolarisation au primaire a augmenté de 74 % à 80 % entre 2005 et 2010, cette progression s'accompagnant d'une nette amélioration du taux d'achèvement du cycle primaire qui a atteint 58 % en 2010 ; d'importantes lacunes persistent cependant en termes d'acquis scolaires. Dans le domaine de la santé, le taux de vaccination des enfants de moins de 12 mois demeure élevé, avec environ 92 % d'enfants vaccinés contre le DTCP3 (diphtérie, tétanos et coqueluche) en 2010.

Au niveau de l'agriculture, un certain nombre de produits horticoles et d'élevage ayant été ciblés par les programmes de développement se caractérisent par une amélioration de la productivité tandis que les producteurs bénéficient d'un meilleur accès aux marchés, au financement et à l'infrastructure commerciale.

Enfin, la fourniture des services énergétiques de base a progressé : en décembre 2011, environ 55 900 branchements hors réseau avaient été effectués pour les ménages et pour l'éclairage public, donnant ainsi accès à l'électricité à environ 838 000 personnes, tandis que des systèmes solaires à usage domestique équipent plus de 8 598 foyers et que des systèmes photovoltaïques solaires ont été déployés à travers le pays.

#### Défi

Le Mali est un pays vaste et enclavé situé au cœur du Sahel, région exposée à des risques de sécheresses et de désertification. La très grande majorité de sa population tire directement ses moyens d'existence de l'environnement grâce à l'élevage, l'agriculture ou la pêche. Plus grand pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par sa superficie, le Mali compte environ 14 millions d'habitants.

Sur le long terme, le produit intérieur brut (PIB) du Mali a enregistré une progression annuelle d'environ 5 % et affiche une moindre instabilité en dépit de vulnérabilités. En effet, le pays a connu au cours des dernières années des conditions de pluviométrie favorables, et les prix de l'or et du coton — ses deux principaux produits d'exportation — se sont maintenus à

#### MULTIMÉDIA

##### VOIR AUSSI (a)

- [Mali : Énergies renouvelables](#)
- [Mali : Dynamisation des communautés](#)
- [Les innovations agricoles augmentent la production fruitière et les revenus des agriculteurs maliens](#)

des niveaux élevés pendant plusieurs années.

Pour 2010, la croissance du PIB réel était estimée à 5,8 % tandis que l'inflation se situait en dessous de 3 %. Les estimations de croissance devraient être plus faibles pour 2011 en raison des effets de la sécheresse, tandis que les prévisions indiquent une hausse des prix des denrées alimentaires.

D'après les estimations du gouvernement et une récente enquête sur les ménages (ELIM 2010), le taux de pauvreté a baissé de 55,6 % en 2001 à 47,5 % en 2006 et 43,6 % en 2010. La pauvreté demeure largement un phénomène rural alors que la population rurale représente 78 % de la population totale du pays. L'incidence de la pauvreté rurale a cependant reculé de 65 % en 2001 à 51 % en 2010. Avec un taux de pauvreté qui se situe à 57 % chez les agriculteurs (qui forment 62 % de la population malienne), ces derniers constituent la catégorie la plus pauvre. Les ménages dirigés par des femmes sont le plus souvent moins démunis que ceux dirigés par des hommes. Si la pauvreté extrême a également régressé, puisqu'elle est passée, à l'échelon du pays, d'un taux de 32 % en 2001 à 22 % en 2011, la baisse varie considérablement selon les régions.

## Démarche

L'IDA finalise actuellement la préparation d'une opération à l'appui des politiques de développement dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) en vue d'appuyer la mise en œuvre des réformes initiées dans le secteur de l'éducation, au titre de la troisième phase du programme d'appui au secteur de l'éducation (PRODEC) entrepris sur une période de dix ans. Outre cette opération, l'IDA met au point une opération d'investissement visant à appuyer les réformes de l'enseignement supérieur portant sur la gouvernance et la qualité des prestations.

L'IDA coopère également avec le Mali afin de promouvoir la productivité agricole en généralisant les pratiques de gestion durable de l'eau et des ressources naturelles : le Projet de promotion de la productivité agricole approuvé en juin 2010 contribuera en effet à garantir la sécurité alimentaire et à accroître le revenu des producteurs ruraux. La Banque prépare en outre une nouvelle opération dans le domaine de la lutte contre le changement climatique dont l'objectif est d'améliorer la résilience des habitants vivant dans des zones vulnérables d'un certain nombre de communes du pays. Plusieurs activités d'analyse et de conseil financées par l'IDA visent à aider le Mali à surmonter les défis liés à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation face à ses effets.

Dans les zones urbaines et périurbaines, le Projet d'appui au secteur de l'énergie (120 millions de dollars) vise à accroître l'accès à l'électricité et à améliorer la fiabilité et l'efficacité de l'approvisionnement électrique via le réseau d'interconnexion et le renforcement et l'extension de la couverture des réseaux de transport et de distribution à l'intérieur et autour de Bamako ainsi que dans les villes principales des régions. L'IDA soutient également le Projet hydroélectrique régional de Félou, qui devrait fournir au Mali, à l'horizon 2013, une capacité de production supplémentaire à un coût beaucoup moins élevé que la production thermique. Ce projet vise également à favoriser l'intégration régionale et la diversification des sources d'énergie.

Enfin, l'IDA a récemment approuvé un don de 30 millions de dollars en vue d'appuyer le secteur de la santé au Mali. Ce projet améliorera l'offre et la demande pour des interventions de qualité en matière de santé génésique.

## Résultats

Amélioration de l'accès et de l'égalité dans l'enseignement primaire

+ de résultats



1 101

km

de routes rurales remises en état.

838 000

personnes reliées à l'électricité.

### LIENS CONNEXES

- › Portail pays
- › Fiche pays
- › Stratégie d'aide-pays
- › Données et statistiques

- Le taux brut de scolarisation au niveau primaire était de 80 % en 2010, contre 74 % en 2005, avec une nette progression du taux d'achèvement du cycle primaire, qui a atteint 58 % en 2010.

Amélioration de la productivité des produits horticoles et d'élevage bénéficiant du projet et meilleur accès aux marchés, au financement et à l'infrastructure commerciale

- Les exportations de produits importants ont considérablement augmenté, en volume comme en valeur : mangue (+ 102 % et + 123 %, respectivement), échalote/oignon (+ 88 % et + 85 %) et pomme de terre (+ 90 % en volume et en valeur).
- Environ 238 sous-projets d'investissement et micro-entreprises ont été financés en vue d'en faire des petites et moyennes entreprises rentables.
- Le nombre de chaînes d'approvisionnement améliorées pour les produits horticoles et d'élevage est passé de zéro à huit (pour une cible initiale de six).
- Le volume de produits commercialisés par les chaînes d'approvisionnement bénéficiant du projet a été accru de 93 % (contre un objectif de 40 %).
- Les agriculteurs et autres opérateurs économiques privés bénéficiant de ces filières ont pu accéder à un financement supplémentaire d'un montant de 782 millions de francs CFA (sur les 880 millions prévus).
- Environ 1 101 kilomètres de routes rurales (sur 961 kilomètres prévus) ont été remis en état.
- Quelque 125 entreprises moyennes du secteur agro-industriel ont bénéficié de mesures de facilitation du crédit pour l'acquisition de techniques novatrices en matière de micro-irrigation, de stockage ou de traitement d'après-récolte.

Amélioration du contrôle et de la gestion des invasions de criquets pèlerins et de l'utilisation des pesticides

- Grâce au Projet africain de lutte d'urgence contre le criquet pèlerin et au Programme d'élimination des stocks de pesticides périmés en Afrique, le Mali s'est doté d'un centre autonome, qui comprend un personnel et des moyens matériels adéquats et dont les coûts de fonctionnement sont pris en charge par l'administration centrale, pour assurer une étroite surveillance des zones d'infestation.
- À ce jour, 87 % des conteneurs de pesticides utilisés pour la lutte antiacridienne ont été collectés et éliminés de manière appropriée.
- 1 100 tonnes supplémentaires de pesticides périmés ont été recensées au niveau de 250 sites, et un don du fonds fiduciaire multidonateurs pour ce programme a été approuvé le 1er février 2010, pour un montant de 3,1 millions de dollars, afin de permettre leur élimination.
- Cinq sites fortement contaminés ont d'ores et déjà été traités et nettoyés, et un dispositif de suivi et de contrôle des pesticides a été mis en place pour assurer une surveillance étroite des importations, du transport et de l'utilisation de ces produits, ainsi que l'élimination appropriée des conteneurs.

Amélioration de l'accès aux services énergétiques de base afin de favoriser la croissance économique et réduire la pauvreté

- Le Projet sur l'énergie domestique et la généralisation de l'accès à l'électricité (HEURA) finance environ 80 sous-projets gérés par 46 opérateurs privés.
- En décembre 2011, environ 55 900 branchements hors réseau avaient été effectués pour les ménages et pour l'éclairage public, donnant ainsi accès à l'électricité à environ

838 000 personnes.

- Environ 896 institutions publiques, dont 208 écoles et 165 centres de santé, ont bénéficié d'un accès à l'électricité hors réseau dans le cadre du projet.
- Des associations féminines gèrent des plateformes multifonctionnelles exploitant des moteurs diesel installés dans les villages. Les plateformes combinent la production d'électricité à d'autres services tels que l'usinage, le décorticage, le pompage de l'eau, le chargement des batteries, l'éclairage et l'utilisation d'outils. À ce jour, ces plateformes polyvalentes ont été mises en place dans 64 communautés.
- En six ans, plus de 8 598 foyers ont été équipés de systèmes solaires à usage domestique et des systèmes photovoltaïques solaires ont été déployés à travers le pays.
- Afin de contribuer à assurer un approvisionnement durable en bois de feu, principal matériau utilisé pour la cuisine et le chauffage, le projet a entrepris (en partenariat avec la Direction nationale de la conservation de la nature) de placer environ 1 142 033 hectares de forêts sous gestion communautaire.
- Par le biais d'ONG et d'opérateurs locaux privés, le projet a également donné lieu à la distribution d'environ 1 180 828 foyers et fourneaux améliorés, et d'environ 60 972 réchauds GPL. Le recours accru à des foyers et fourneaux améliorés est censé contribuer à réduire la pollution de l'air dans les habitations, qui est l'un des principaux facteurs de risque sanitaire auxquels sont exposés les femmes et les enfants.

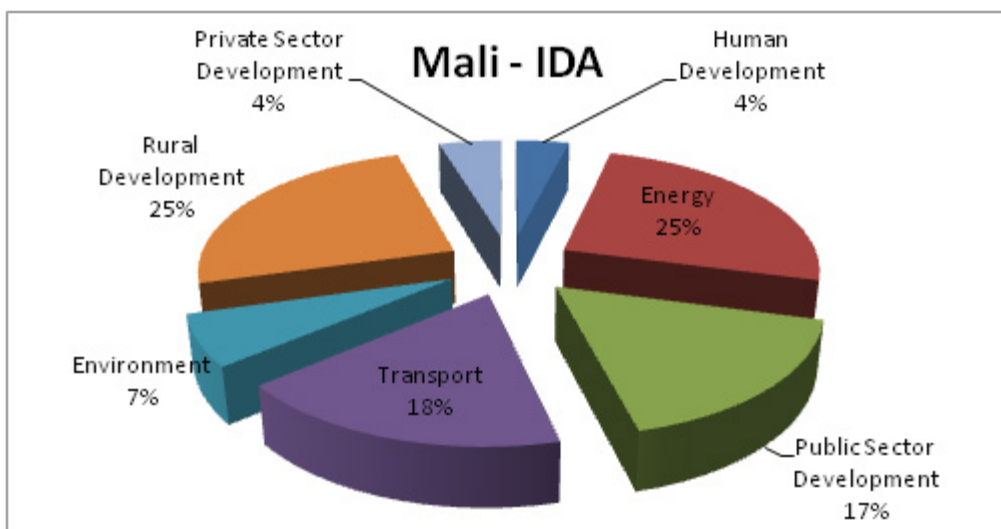
Une meilleure gestion des ressources naturelles le long du fleuve Niger

- Des études ont été menées à bien afin d'orienter la mise en œuvre d'approches novatrices pour la régénération des rives du fleuve Niger et des écosystèmes et zones de pâturage qui le bordent, et d'empêcher une dégradation supplémentaire de ces écosystèmes tout en favorisant des activités durables de cultures maraîchères et d'agriculture de décrue pour les associations féminines.

## Contribution de la Banque

Les engagements de l'IDA au Mali, depuis que le pays en est devenu membre en 1963, ont totalisé 2,9 milliards de dollars et 119 projets. Au 16 février 2012, le portefeuille de l'IDA au Mali se chiffre à 892,25 millions de dollars et se compose de 21 opérations, dont sept opérations régionales. La répartition sectorielle de ce portefeuille est la suivante : énergie : 25 % ; transport : 18 % ; développement rural : 25 % ; développement du secteur public : 17 % ; développement humain : 4 % ; environnement : 7 % et développement du secteur privé : 4 %.

**Ventilation par secteur du portefeuille de projets au Mali**  
(Source : Banque mondiale)



## Partenaires

Le Mali étant un pays pilote en matière de soutien budgétaire conjoint, la Banque mondiale a maintenu une étroite coordination avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le contexte du Plan d'action conjoint pour la collaboration entre les deux institutions. Les bailleurs de fonds collaborent au sein de 10 groupes thématiques : 1) agriculture et économie rurale ; 2) développement des infrastructures ; 3) décentralisation et développement institutionnel ; 4) gestion macroéconomique ; 5) justice ; 6) processus démocratique et société civile ; 7) développement du secteur privé et microfinance ; 8) éducation ; 9) santé ; et 10) eau potable et assainissement.

En décembre 2009, une stratégie d'aide-pays commune (2008-2011) a été adoptée par le gouvernement et 14 partenaires techniques et financiers comprenant notamment la Banque mondiale. Cette stratégie est également alignée sur le Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté au Mali et renferme un plan d'action pour la mise en œuvre des principes de la Déclaration de Paris. Afin d'améliorer l'efficacité de l'aide et renforcer le rôle de coordination des partenaires techniques et financiers, la Banque mondiale fournit une assistance technique continue au Secrétariat conjoint regroupant le gouvernement et les partenaires techniques et financiers et assure ainsi le suivi des résultats de la stratégie d'aide-pays commune.

## Perspectives

Avec une croissance de près de 5 % et une inflation modérée, l'économie malienne a fait preuve d'une étonnante résilience face aux chocs économiques internationaux au cours des dernières années. Cette résilience tient au niveau élevé et à l'essor des prix de l'or et des matières premières, ainsi qu'aux bonnes performances de la production agricole liées à une pluviométrie suffisamment abondante en 2010 et aux subventions publiques sur les intrants agricoles. Cependant, le pays est exposé à des risques de dégradation compte tenu de l'évolution en cours des conditions dont il a jusqu'ici bénéficié. La production d'or devrait atteindre un plateau puis commencer à baisser dans les prochaines années. La production agricole a subi les effets de la sécheresse survenue en 2011 (la production céréalière est en baisse de 25 % malgré les subventions sur les intrants octroyées par le gouvernement) et les prix mondiaux du coton semblent en train de se tasser. La crise dans la zone euro pourrait en outre affecter le Mali dans la mesure où les pays concernés vont devoir réévaluer leurs priorités budgétaires. Une évolution négative des termes de l'échange pourrait nuire aux perspectives macroéconomiques du Mali, et une baisse de l'aide internationale, à ses perspectives budgétaires. Par ailleurs, la crise libyenne a des effets immédiats ainsi qu'à moyen et long terme sur l'économie malienne. La Libye possède d'importants investissements dans le secteur du tourisme et le secteur financier au Mali, et sa situation politique pourrait avoir un impact sur les futurs investissements libyens dans le pays. Enfin, la rébellion touarègue dans le nord du Mali a affecté et pourrait continuer d'affecter à l'avenir le tourisme, dans la région comme dans l'ensemble du pays.

## Bénéficiaires

**Mamadou Diallo**, ancien émigré de retour dans son pays après 20 ans d'exil, est établi à Bananakoro, à 13 kilomètres de Ségou (Centre). Il a investi dans la terre ses avoirs acquis dans la restauration en France. Le grand domaine qu'il a acheté lui a permis de faire de l'agriculture mais, faute de conseils pertinents, ses premières tentatives n'ont guère été fructueuses. Puis son chemin a croisé celui du Programme pour la compétitivité et la diversification agricole, et il a été initié à une nouvelle méthode de culture de la papaye. « L'aide technique que j'ai reçue du projet m'a permis de faire un hectare de papayes avec le système de goutte-à-goutte. Avec l'arrosage manuel que j'utilisais auparavant je n'aurais pas pu planter un hectare de surface », explique Mamadou Diallo, dans son champ divisé en plusieurs surfaces pour des cultures diversifiées. « Sans cette aide, je n'aurais pas pu mettre en place un système d'arrosage qui permet d'aller vite et d'exploiter une bien plus grande superficie », ajoute ce planteur, cultivateur, maraîcher et éleveur.

Pour en savoir plus, consulter le site [Projets](#).

(a) indique une page en anglais.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site des [Projets](#).